




## Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection au titre du code de l'environnement




**DREAL Bourgogne Franche-Comté**

<b>Unité Départementale de Saône-et-Loire</b>	<b>Mission Déchets</b>						
<p><b>Nom de l'inspecteur : Céline LEROUX</b></p> <p><b>Confirmation de l'annonce de l'inspection :</b> courrier du 20 février 2017</p> <p><b>Date de l'inspection : mardi 14 mars 2017</b></p> <p><b>Type d'inspection :</b>      <input checked="" type="checkbox"/> approfondie      ou      <input type="checkbox"/> courante      ou      <input type="checkbox"/> ponctuelle  <input type="checkbox"/> inopinée      ou      <input checked="" type="checkbox"/> annoncée  <input checked="" type="checkbox"/> planifiée      ou      <input type="checkbox"/> circonstancielle </p> <p><b>Détail des circonstances :</b> L'inspection est réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement. Il s'agit de la 1<sup>ère</sup> inspection faisant suite à l'enregistrement de l'installation en septembre 2016.</p>							
<table style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 70%;"><b>Établissement : SIRTOM de la Vallée de la Grosne</b></td> <td style="width: 30%;"><b>Enregistrement</b></td> </tr> <tr> <td><b>Commune : 71250 SALORNAY-SUR-GUYE</b></td> <td></td> </tr> <tr> <td><b>Activité : Installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets</b></td> <td><b>Priorité : Autres</b></td> </tr> </table>		<b>Établissement : SIRTOM de la Vallée de la Grosne</b>	<b>Enregistrement</b>	<b>Commune : 71250 SALORNAY-SUR-GUYE</b>		<b>Activité : Installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets</b>	<b>Priorité : Autres</b>
<b>Établissement : SIRTOM de la Vallée de la Grosne</b>	<b>Enregistrement</b>						
<b>Commune : 71250 SALORNAY-SUR-GUYE</b>							
<b>Activité : Installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets</b>	<b>Priorité : Autres</b>						
<p><b>Liste des installations inspectées :</b> ensemble des installations</p> <p><b>Principaux thèmes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les modalités de gestion et stockage des déchets</li> <li>les mesures de prévention des pollutions et accidents</li> <li>la traçabilité des déchets</li> </ul> <p><b>Référentiel de l'inspection :</b></p> <p>Arrêté préfectoral d'enregistrement n° 71-2016-09-12-003 du 12 septembre 2016 (déchets non dangereux).  Récépissé de déclaration n° 2016/0298 du 6 septembre 2016 (déchets dangereux).  Arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).  Arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).</p>							
<p><b>Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :</b></p> <p>Monsieur Bertrand DEVILLARD, directeur du SIRTOM</p> <p>Monsieur Sylvain GALLAND, coordonnateur déchèteries du SIRTOM</p>							
<p><b>Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :</b></p> <p>La déchèterie a fait l'objet d'importants travaux de rénovation et d'agrandissement. Elle a été réouverte au public le 20 février 2017.</p> <p>Les travaux ont permis de mettre en conformité le site avec de nombreux points réglementaires.</p> <p>Quelques non-conformités et observations sont cependant formulées dans le tableau des constats joint à cette fiche de constatations.</p> <p>Le site est globalement bien géré et entretenu.</p>							

<b>Suites envisagées :</b> Observations à traiter par courrier	
<b>Liste des documents établis suite à la visite :</b> Lettre à l'exploitant Fiche de constatations et tableau des constats	
<b>Le rédacteur</b>	<b>Le vérificateur et approbateur</b>
A Mâcon, le <b>24 mars 2017</b>  L'inspectrice de l'environnement    Céline LEROUX	A Mâcon, le <b>24 mars 2017</b>  Le responsable de l'unité départementale de Saône-et-Loire    Patrice CHEMIN


**Tableau des constats d'écarts et des constats pertinents**  
**SIRTOM de la Vallée de la Grosne – Déchèterie de Salornay-sur-Guye - Inspection du 14 mars 2017**

Arrêté ministériel du 26 mars 2012 – Rubrique 2710-2-b (COLLECTE DE DECHETS NON DANGEREUX) – Régime de l'enregistrement				
Articles	Exigences à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations	
Art. 2	<b>Conformité de l'installation :</b> Installation implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.	<b>Observations</b>	<p>Quelques modifications sont intervenues entre le moment de l'instruction et la réalisation des travaux, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les points d'apports volontaires papier et verre, la borme de collecte des huiles usagées et la benne plâtre ne sont pas aux emplacements prévus initialement,</li> <li>– la place de parking pour le personnel a été déplacée,</li> <li>– le réseau de collecte des eaux pluviales de voiries a été modifié à l'entrée du site pour garantir l'intégralité de la collecte et le passage par le séparateur d'hydrocarbures.</li> </ul> <p>Ces modifications restent mineures et ne remettent pas en cause l'autorisation délivrée ; néanmoins, <b>le plan devra être mis à jour</b>, notamment pour tracer l'historique des réseaux.</p> <p><b>Le plan devra aussi faire apparaître les différents points de rejet au milieu naturel.</b></p>	
Art.8	<b>Surveillance de l'installation :</b> Installation exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.	Conforme	<p>Un organigramme nominatif définit les responsabilités de chacun au sein du SIRTOM. Un coordonnateur des déchèteries est notamment désigné, et dispose d'une fiche de poste définissant son rôle.</p> <p>Une fiche de poste est également disponible pour le travail des gardiens de déchèteries. Chaque gardien signe par ailleurs une charte de bonnes pratiques et de consignes de sécurité.</p>	
Art.9	<b>Propreté :</b> – Locaux maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. – Matériel de nettoyage adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.	Conforme	<p>Le site est propre. Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté d'envols de déchets sur les voiries et dans le voisinage.</p> 	

Arrêté ministériel du 26 mars 2012 – Rubrique 2710-2-b (COLLECTE DE DECHETS NON DANGEREUX) – Régime de l'enregistrement				
Articles	Exigences à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations	
Art.10	<b>Localisation des risques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Recensement des parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre.</li> <li>– Détermination pour chacune de ces parties de l'installation de la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et signalement par un panneau conventionnel.</li> <li>– Existence d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</li> </ul>	Conforme	<p>Un plan des zones à risques est présent dans le dossier. Des panneaux sur site indiquent les dangers identifiés.</p>	
Art.15	<b>Accès et clôture :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Installation ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée.</li> <li>– Accès principal aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel.</li> <li>– Issues fermées en dehors des heures d'ouverture.</li> <li>– Affichage des heures d'ouverture à l'entrée principale de l'installation.</li> </ul>	Conforme	<p>Le site est entièrement ceint d'une clôture doublée d'une haie récemment plantée. Il dispose d'un seul accès fermé en dehors des heures d'ouverture (cas du jour de l'inspection).</p> <p>Un panneau d'affichage à l'entrée du site précise les horaires d'ouverture, les déchets acceptés et ceux refusés.</p>  	
Art.16	<b>Accessibilité :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Voirie d'accès aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</li> <li>– Au besoin, présence d'un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation apposé à l'entrée du site.</li> <li>– Bâtiments et aires de stockage accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.</li> <li>– Plate-forme de déchargement des véhicules équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre.</li> </ul>	Conforme	<p>Le portail de la déchèterie est en retrait de la route, et pour accéder à la barrière de badgeage, un couloir d'attente pour les usagers est prévu pour ne pas perturber la circulation sur la route longeant le site. Un panneau indiquant la limitation de vitesse est présent.</p> <p>Les aires de circulation sont dégagées.</p> <p>De nouveaux dispositifs anti-chute ont été installés, notamment un système innovant pour la décharge des gravats (cf photo ci-dessous).</p> 	


Arrêté ministériel du 26 mars 2012 – Rubrique 2710-2-b (COLLECTE DE DECHETS NON DANGEREUX) – Régime de l'enregistrement				
Articles	Exigences à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations	
Art. 18	<b>Matériels utilisables en atmosphères explosives :</b> Equipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 dans les parties de l'installation présentant un risque d'incendie ou d'explosion.	Conforme	Le dispositif d'éclairage du local de stockage des déchets dangereux est spécifié ATEX.	
Art.19	<b>Installations électriques :</b> Installations électriques entretenues en bon état et vérifiées.	<b>Observations</b>	Les installations électriques ont été entièrement refaites dans le cadre des récents travaux de rénovation de la déchèterie. <b>Un contrôle est à prévoir en 2018.</b>	
Art.20	<b>Systèmes de détection et d'extinction automatiques :</b> – Local technique équipé d'un détecteur de fumée. – Test et maintenance annuels de ces équipements.	Conforme	Le conteneur pour le stockage des déchets dangereux est équipé d'une détection incendie avec un système d'extinction automatique, ainsi que d'une alarme visuelle et sonore. La vérification de l'extincteur du système d'extinction automatique est prévue annuellement.	
Art.21	<b>Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie :</b> Présence : – d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; – de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;  – d'un ou plusieurs poteaux incendie ou d'une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours, avec prise de raccordement conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournissant un débit de 60m <sup>3</sup> /h ;  – d'extincteurs convenablement répartis, bien visibles et facilement accessibles, avec des agents d'extinction appropriés aux risques.  Moyens capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. Vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.	<b>Observations</b>	Le bungalow du personnel est équipé d'un téléphone pour alerter les secours.  Le site dispose d'extincteurs dernièrement vérifiés les 10/11/2016 et 10/03/2017 par la société spécialisée Desautel. <b>Le personnel n'a pas encore été formé à la manipulation des extincteurs.</b>  Un réserve incendie de 120 m <sup>3</sup> sous forme de citerne souple a été installée avec un branchement spécifique pour les pompiers. Un test de l'opérationnalité de cette réserve avec les pompiers locaux est prévu. <b>L'exploitant transmettra le compte-rendu de ce test à l'inspection.</b>	

Arrêté ministériel du 26 mars 2012 – Rubrique 2710-2-b (COLLECTE DE DECHETS NON DANGEREUX) – Régime de l'enregistrement				
Articles	Exigences à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations	
Art. 23	<b>Permis d'intervention et permis de feu en cas de travaux</b>	<b>Non Conforme</b>	L'exploitant ne délivre pas de permis de feu lors de la réalisation de travaux. <b>La procédure est à mettre en place.</b>	
Art. 24	<b>Consignes d'exploitation :</b> Consignes tenues à jour et affichées indiquant notamment : – l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; – l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; – l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; – les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; – les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; – les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ; – les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; – la procédure d'alerte avec numéros de téléphone du responsable de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; – les modes opératoires ; – la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; – les instructions de maintenance et de nettoyage ; – l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.	<b>Observations</b>	Des consignes sont affichées sur le site, notamment en cas d'accident, incendie et déversement accidentel.  Cependant, <b>elles ne sont pas exhaustives par rapport aux attendus de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012</b> (absence de liste des vérifications à faire avec des fréquences établies, modalité d'information de l'inspection non définie,..).	
Art.26	<b>Plan de formation :</b> Formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction.	Conforme	Deux types de formation sont mises en place : – internes : lors de l'accueil d'un nouvel agent ou d'évolutions réglementaires. En général, elles sont dispensées par le coordonnateur des déchèteries. – externes : formations faites tous les ans par EDIB sur les déchets dangereux, complétées par des formations tous les deux ans faites par Eco-DDS (réception et identification des déchets) et des formations dispensées par le CNFPT.  Les attestations de formation sont disponibles.	




Arrêté ministériel du 26 mars 2012 – Rubrique 2710-2-b (COLLECTE DE DECHETS NON DANGEREUX) – Régime de l'enregistrement			
Articles	Exigences à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations
Art.27	<b>Prévention des chutes et collisions :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Circulation sécurisée des piétons entre chaque zone possible de dépôts de déchets.</li> <li>– Pour les quais de déchargement des déchets en hauteur, présence d'un dispositif anti-chute adapté, installé tout le long de la zone de déchargement. Panneaux signalant le risque de chutes affichés à divers endroits de ces zones.</li> <li>– Partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</li> <li>– Locaux, voies de circulation et aires de stationnement exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</li> </ul>	Conforme	<p>Les bas de quais sont réservés aux camions d'enlèvement des déchets. Un panneau en interdit l'accès au public.</p>  <p>Les quais de déchargement sont protégés par des barrières anti-chute.</p> <p>Les voies de circulation ne sont pas encombrées. Le sens de circulation établi permet d'éviter les croisements et éventuelles collisions.</p>
	<b>Zone de dépôt pour le réemploi :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Dépôt dans cette zone sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord.</li> <li>– Zone abritée des intempéries, distincte du reste de l'installation et ne dépassant pas 10 % de la surface totale de l'installation.</li> <li>– Durée maximale d'entreposage de ces produits destinés au réemploi n'excédant pas trois mois.</li> </ul>	Conforme	<p>Un conteneur orange est mis en place pour le réemploi (ressourcerie). Une personne habilitée est responsable de cette activité.</p>
	<b>Stockage sur rétention des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Capacité de rétention étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résistant à l'action physique et chimique des fluides.</li> <li>– Prise de toutes mesures nécessaires pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</li> </ul>	Conforme	<p>Des rétentions sont présentes sous les stockages de produits dangereux.</p> <p>Les bas de quai ont été conçus pour récupérer les eaux polluées en cas d'incendie ou déversement accidentel. Une vanne de barrage est mise en place pour bloquer les eaux polluées. Les réseaux ont été modifiés à l'entrée du site pour bien capter l'intégralité des eaux susceptibles d'être polluées.</p>


Arrêté ministériel du 26 mars 2012 – Rubrique 2710-2-b (COLLECTE DE DECHETS NON DANGEREUX) – Régime de l'enregistrement				
Articles	Exigences à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations	
Art. 30	<b>Prélèvement d'eau, forages :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Prise de toutes dispositions pour limiter la consommation d'eau.</li> <li>– Dispositif de disconnection pour tout raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable.</li> </ul>	<b>Observations</b>	Un tableau de relevé de la consommation d'eau mensuel était en place avant la réalisation des travaux. <b>Il est à remettre en place.</b> Une fuite de 130 m³ a été constatée a posteriori après les travaux sans que l'origine ait pu être identifiée. <b>L'exploitant transmettra à l'inspection l'attestation de présence d'un dispositif de disconnection sur le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable.</b>	
Art. 31	<b>Collecte des effluents :</b> <p>Plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.</p>	<b>Observations</b>	Un plan des réseaux existe, mais <b>il doit être mis à jour suite au récolement des travaux réalisés.</b> Le réseau de collecte des eaux pluviales de voiries a été modifié à l'entrée du site pour garantir l'intégralité de la collecte et le passage par le séparateur d'hydrocarbures. Les trois points de rejet (eaux de toiture, eaux de voiries issues du séparateur et eaux issues de l'assainissement non collectif) doivent figurer sur le plan.	
Art.32	<b>Collecte des eaux pluviales :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine évacuées par un réseau spécifique.</li> <li>– Eaux de ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages,.. collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat.</li> <li>– Equipements vidangés et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débordoir et au moins une fois par an.</li> </ul>	Conforme	Les eaux pluviales de voiries transitent par un séparateur d'hydrocarbures neuf. Un détecteur est installé sur cet ouvrage pour signaler lorsque le volume de boues nécessitant sa vidange est atteint. L'alarme visuelle de ce détecteur est reportée dans le bungalow du personnel.	
Art. 35	<b>Respect des valeurs limites de rejet des eaux pluviales :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– pH entre 5,5 et 8,5</li> <li>– Température &lt; 30°C</li> <li>– MES : 100 mg/l</li> <li>– DCO : 300 mg/l</li> <li>– DBO<sub>5</sub> : 100 mg/l</li> <li>– indice phénols : 0,3 mg/l</li> <li>– Cr VI : 0,1 mg/l</li> <li>– cyanures totaux : 0,1 mg/l</li> <li>– AOX : 5 mg/l</li> <li>– arsenic : 0,1 mg/l</li> <li>– hydrocarbures totaux : 10 mg/l</li> <li>– métaux totaux : 15 mg/l</li> </ul> Fréquence d'analyses annuelle	<b>Observations</b>	Aucune analyse n'a encore été réalisée. L'exploitant a prévu d'en réaliser sur les deux sorties (eaux de voiries et dispositif d'assainissement).  <b>Les résultats commentés devront être transmis à l'inspection.</b>	



Arrêté ministériel du 26 mars 2012 – Rubrique 2710-2-b (COLLECTE DE DECHETS NON DANGEREUX) – Régime de l'enregistrement				
Articles	Exigences à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations	
Art. 41	<b>Valeurs limites de bruit :</b> Mesure du niveau de bruit et de l'émergence effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.	<b>Observations</b>	Aucune mesure n'a encore été réalisée. L'exploitant attendait la fin des travaux pour en faire réaliser une. <b>Les résultats commentés devront être transmis à l'inspection.</b>	
Art.42	<b>Admission des déchets</b> – Déchets réceptionnés dans les heures d'ouverture de l'installation. – Déchets réceptionnés sous contrôle du personnel habilité. – Déchets émettant des odeurs stockés 2 jours max. – Affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.	Conforme	Du personnel est toujours présent pendant les heures d'ouverture pour réceptionner les déchets. L'exploitant a fortement investi dans une signalétique précise et pédagogique. 	
Art.43	<b>Registre des déchets sortants :</b> Tenue à jour d'un registre où sont consignés les déchets sortants du site contenant au moins les informations suivantes : – la date de l'expédition ; – le nom et l'adresse du destinataire ; – la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet) ; – le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; – l'identité du transporteur ; – le numéro d'immatriculation du véhicule ; – la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L.541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination ...) ; – le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.	<b>Non conforme</b>	Des bilans mensuels des différents déchets évacués de la déchèterie sont établis, <b>mais ils ne correspondent pas exactement aux attendus de la réglementation</b> , même si au travers de bordereaux d'envoi, il est possible de retrouver les informations concernant la traçabilité des déchets.	

Arrêté du 27 mars 2012 – Rubrique 2710-1-b (COLLECTE DE DECHETS DANGEREUX) – Régime déclaration				
Articles	Exigence (s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaire/Observations	
2.2	<p><b>Locaux d'entreposage :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Déchets dangereux entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries.</li> <li>– Système de désenfumage adapté aux risques.</li> <li>– Parois extérieures des locaux abritant l'installation construites au minimum en matériaux A2 s2 d0.</li> <li>– Sol des aires et locaux de stockage incombustible (de classe A1ff).</li> <li>– Locaux présentant les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</li> <li>– l'ensemble de la structure à minima R. 15 ;</li> <li>– les murs séparatifs entre le local, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau et des locaux sociaux REI 120 jusqu'en sous-face de toiture, sauf si une distance libre d'au moins 6 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique.</li> <li>– Toitures et couvertures de toiture au minimum de classe CROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture compris entre quinze minutes et trente minutes (classe T 15) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture comprise entre dix minutes et trente minutes (indice 2).</li> </ul>	Conforme	<p>L'exploitant a investi dans un conteneur spécialement équipé pour le stockage des déchets dangereux.</p> <p>Ce conteneur dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une isolation coupe-feu 2 h,</li> <li>• de 2 portes battantes coupe-feu 2h,</li> <li>• d'une rétention intégrée de 3 000 litres,</li> <li>• de clapets de ventilation présentant un degré coupe-feu 2h,</li> <li>• d'un éclairage ATEX,</li> <li>• d'une détection incendie avec un système d'extinction automatique, ainsi que d'une alarme visuelle et sonore.</li> </ul> <p>Les justificatifs des caractéristiques du conteneur (attestations fabricant) sont disponibles sur site.</p>	
2.4	<p><b>Ventilation des locaux :</b></p> <p>Locaux convenablement ventilés.</p>	Conforme		
4.3	<p><b>Installations électriques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.</li> <li>– Entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</li> </ul>	Conforme		

Arrêté du 27 mars 2012 – Rubrique 2710-1-b (COLLECTE DE DECHETS DANGEREUX) – Régime déclaration			
Articles	Exigence (s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaire/Observations
7.2	<p><b>Réception des déchets :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Déchets dangereux réceptionnés uniquement par le personnel habilité et chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets, à l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.</li> <li>– Absence de stockage à même le sol.</li> <li>– Locaux de déchets dangereux rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).</li> <li>– Présence d'un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.</li> <li>– Transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées).</li> <li>– Emballage fuyard placé dans un autre emballage approprié.</li> </ul>	Conforme	<p>Les déchets dangereux sont déposés sur une table à l'extérieur du conteneur par les usagers, puis triés et entreposés par le personnel formé de la déchèterie à l'intérieur du conteneur.</p> <p>Un autre conteneur, distinct de celui des déchets dangereux, est dédié aux déchets d'équipements électriques et électroniques.</p> <p>Les mentions de danger sont clairement affichées.</p>  
7.3	<p><b>Local de stockage :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Local de stockage exclusivement réservé à l'entreposage des déchets dangereux et organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables.</li> <li>– Absence de superposition des conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux.</li> <li>– Stockage des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) et assimilés réalisé conformément à l'arrêté du 7 septembre 1999.</li> <li>– Présence de panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser, rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, interdisant l'accès au public et rappelant l'interdiction de fumer.</li> </ul>	Conforme	<p>Tous les contenants de produits dangereux sont identifiés avec une dénomination et les symboles de danger correspondants.</p>  <p>Aucune superposition de conteneurs n'a été observée.</p> <p>Les DASRI ne sont pas acceptés sur le site. Cette information est clairement mentionnée sur le panneau à l'entrée de la déchèterie.</p>

Arrêté du 27 mars 2012 – Rubrique 2710-1-b (COLLECTE DE DECHETS DANGEREUX) – Régime déclaration				
Articles	Exigence (s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaire/Observations	
7.4	<p><b>Stockage des huiles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Huiles minérales ou synthétiques stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet, à l'abri des intempéries et disposant d'une cuvette de rétention étanche.</li> <li>– Présence d'une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur.</li> <li>– Borne protégée contre les risques de choc avec un véhicule.</li> <li>– Jauge de niveau facilement repérable et taux de remplissage régulièrement contrôlé.</li> <li>– Absorbant stocké à proximité de la borne.</li> </ul>	<p><b>Observations</b></p>	<p>Une colonne à huiles usagées est disponible sur le site. Elle dispose d'un bac de rétention et d'un abri.</p>  <p><b>Il n'y a pas d'absorbant à côté de la colonne à huiles.</b></p>	
7.5	<p><b>Amiante :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Zone de dépôt spécifique clairement signalée.</li> <li>– Déchets déposés, emballés et étiquetés, conformément à la réglementation en vigueur.</li> <li>– Mise à disposition des usagers et de son personnel des moyens d'ensachage des déchets.</li> </ul>	Non concerné	<p>Ce site n'accueille pas de déchets amiantés. Cette information est indiquée sur le panneau à l'entrée du site.</p>	
7.6	<p><b>Déchets sortants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Déchets non entreposés plus de trois mois dans l'installation.</li> <li>– Opération d'enlèvement de déchets sous la responsabilité de l'exploitant.</li> <li>– Tenue à jour d'un registre des déchets sortants du site contenant les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>– la date de l'expédition ;</li> <li>– le nom et l'adresse du destinataire ;</li> <li>– la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet) ;</li> <li>– le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;</li> <li>– l'identité du transporteur ;</li> <li>– le numéro d'immatriculation du véhicule.</li> </ul> </li> <li>– Déchets évacués emballés conformément à la réglementation.</li> <li>– Déchets dangereux étiquetés et portant en caractère lisible : <ul style="list-style-type: none"> <li>– la nature et le code des déchets ;</li> <li>– les symboles de danger.</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>Observations</b></p>	<p>Des bilans mensuels des différents déchets évacués de la déchèterie sont établis, mais ils ne correspondent pas exactement aux attendus de la réglementation, même si au travers de bordereaux de suivi de déchets dangereux, il est possible de retrouver les informations concernant la traçabilité des déchets.</p> <p><b>Un registre conforme à la réglementation est à mettre en place.</b></p> <p>Les déchets dangereux sont correctement emballés pour le stockage et sont identifiés (dénomination et symboles de danger).</p> <p>Les déchets sont éliminés vers des filières autorisées.</p>	